



AVENANT N° 3

À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU MUSÉE DU LUXEMBOURG

Parties au contrat

Le présent avenant à la convention de délégation de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg, signée le 24 juillet 2019, est conclu entre :

- d'une part, l'ÉTAT-SÉNAT, 15 rue de Vaugirard 75291 Paris cedex 06, représenté par M. Gérard LARCHER, Président du Sénat, et Mme Marie-Arlette CARLOTTI, Questeur déléguée, agissant en exécution de l'arrêté n° 2024-359 du Bureau du Sénat du 12 décembre 2024,

ci-après dénommé le Délégant ou le Sénat,

- et, d'autre part, l'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES, établissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 692 041 585 00583, dont le siège est 254-256 rue de Bercy 75577 Paris Cedex 12, représenté par son Président, M. Didier FUSILLIER, dûment habilité aux fins de signature du présent avenant,

ci-après dénommé le Délégataire.

PRÉAMBULE

Par une convention de délégation de service public (DSP) signée le 24 juillet 2019, le Sénat a confié la gestion du Musée du Luxembourg à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées (RMN-GP), pour une durée de six ans et sept mois, à compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au 31 juillet 2026 (arrêté n° 2019-183 du Bureau du 20 juin 2019).

En raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus COVID-19 et de la fermeture des musées qu'elle a provoquée, du 16 mars au 2 juin 2020 puis du 30 octobre 2020 au 19 mai 2021, l'équilibre économique de la délégation de service public a été fragilisé. Deux expositions, « Man Ray et la mode » et « Peintres femmes. Naissance d'un combat (1780-1830) » ont été directement affectées et n'ont connu qu'une ouverture au public limitée.

Ces circonstances exceptionnelles ont conduit à la conclusion de deux avenants, autorisés par le Bureau du Sénat par ses arrêtés n° 2020-337 du 10 décembre 2020 et n° 2021-101 du 25 mars 2021, qui ont réduit la part forfaitaire de la redevance, qui s'élevait alors à 150 000 €, respectivement de trois douzièmes pour l'année 2020 et de quatre douzièmes pour l'année 2021, soit à hauteur de 37 500 € pour l'un et 50 000 € pour l'autre. Cela correspondait aux périodes au cours desquelles l'exposition « Man Ray et la mode » aurait dû être ouverte au public.

Par un courrier du 19 mars 2024, M. Didier FUSILLIER, président de la RMN-GP, a sollicité du Président du Sénat une prolongation de deux ans de la DSP, invoquant à l'appui de sa demande la situation financière dégradée de cette dernière, dont le déficit cumulé sur la période 2020-2023 s'élève à 6,045 millions d'euros.

Le Délégué^{et} a décidé d'accueillir favorablement cette demande. En effet, la crise sanitaire constitue bien une circonstance « *qu'une autorité diligente ne pouvait pas prévoir* ». Son caractère exceptionnel et son impact sur l'exploitation du Musée du Luxembourg justifient une prolongation à due concurrence de la durée des perturbations subies, soit une année, conformément à l'article R. 3135-5 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le bâtiment accueillant le Musée du Luxembourg nécessite une rénovation, notamment de ses installations de climatisation. En raison de l'ampleur des travaux à réaliser, et dans la perspective du raccordement du Palais du Luxembourg et de ses dépendances au réseau de froid urbain de la Ville de Paris, à compter du printemps 2028, ceux-ci ne pourront avoir lieu en 2026. Afin d'éviter une suspension de l'exécution de la DSP en raison de ces travaux, une prolongation de la durée de la convention d'une année supplémentaire, ne constituant pas une modification substantielle de celle-ci, conformément à l'article R. 3135-7 du code de la commande publique, afin de faire coïncider son terme avec la date à laquelle la rénovation des installations techniques pourra être réalisée, apparaît souhaitable.

Les parties sont donc convenues que la durée de la DSP pour la gestion du Musée du Luxembourg serait portée à huit ans et sept mois et son terme au 31 juillet 2028. Ses autres stipulations resteraient inchangées.

Par l'arrêté n° 2024-359 du 12 décembre 2024, le Bureau du Sénat a autorisé la conclusion d'un avenant à cette fin.

Il est conclu sur le fondement des articles R. 3135-5 et R. 3135-7 du code de la commande publique.

Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE UNIQUE

La convention de délégation de service public pour la gestion du Musée du Luxembourg, signée le 24 juillet 2019, est prolongée pour une durée de deux ans, jusqu'au 31 juillet 2028.

En conséquence, aux articles 1.2 et 10.1 de ladite convention, l'année : « 2026 » est remplacée par l'année : « 2028 ».

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux, le 18 décembre 2024

Pour le Déléataire :

M. Didier FUSILLIER
Président



Pour le Délégant :

M. Gérard LARCHER
Président du Sénat



Mme Marie-Arlette CARLOTTI
Questeure déléguée